

CA PARIS_23-12-2009

Interpellation : un passeport Français n'ayant fait l'objet d'une déclaration de vol ni de perte fait foi jusqu'à preuve contraire, qui n'est pas rapportée par les simples doutes émis par la police au vu de la photo ne lui ressemblant pas exactement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
COUR D'APPEL DE PARIS

L. 222-1 et suivants du Code de l'entrée et du séjour
des étrangers et du droit d'asile

ORDONNANCE

AUDIENCE DU 23 décembre 2009 à 09 H 00

(n° 7 , pages)

Numéro d'inscription au numéro général : Q 09/05126

Décision déferée : ordonnance du 21 décembre 2009, à 11h19,
Juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de CRÉTEIL

Nous, Odile MONDINEU-HEDERER, président de chambre à la cour d'appel de Paris, agissant par
délégation du premier président de cette cour, assistée de Marie-Claude GOUGE, greffier aux débats
et au prononcé de l'ordonnance,

APPELANT :

X ...se disant [redacted]
né le [redacted] 1977 à Kinshasa,

MAINTENU en zone d'attente de l'aéroport d'Orly,

assisté de Maître Bruno VINAY du cabinet de Me Anne BREMAUD conseil choisi, avocat au barreau
de Paris,

INTIMÉ

M. LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE
représentant M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
non comparant, avisé

MINISTÈRE PUBLIC, avisé de la date et de l'heure de l'audience,

ORDONNANCE :

- réputée contradictoire
- prononcée en audience publique,

- Vu les décisions de refus d'admission sur le territoire français et de maintien en zone d'attente du 17
décembre 2009, prises à l'égard de l'intéressé, notifiées successivement, à 17h10 ;

- Vu l'appel interjeté le 22 décembre 2009, à 19h32, par M. [redacted], de l'ordonnance du
juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de CRÉTEIL du 21 décembre 2009
à 11h19, autorisant, le maintien de l'intéressé en zone d'attente de l'aéroport d'Orly pour une durée
de 8 jours ;

- Vu les observations de M. [redacted], assisté de son avocat, qui demande l'infirmité de
l'ordonnance ;

- Vu les observations du conseil du préfet du Val-de-Marne, tendant à la confirmation de
l'ordonnance ;

- En l'absence d'observations écrites du préfet du Val-de-Marne ;

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier



SUR QUOI,

Considérant que M. [REDACTED] s'est vu opposer un refus d'entrée et un maintien en zone d'attente au motif que le passeport français qui l'a présenté serait usurpé la photo y figurant ne lui ressemblant pas exactement ;

Considérant que le passeport présenté n'a fait l'objet ni d'une déclaration de perte ni d'une déclaration de vol, qu'il fait foi jusqu'à preuve contraire de ce que la nationalité de M. [REDACTED] est française; que les simples doutes émis par les services de police aux frontières de l'aéroport d'Orly ne sauraient emporter à eux seuls la preuve contraire ;

Considérant en conséquence qu'il convient d'infirmer l'ordonnance déferée à l'égard de M. [REDACTED] français ;

PAR CES MOTIFS

INFIRMONS l'ordonnance et statuant à nouveau,

DISONS n'y avoir lieu à prolongation du maintien de M. [REDACTED] en rétention administrative dans les locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire,

DISONS remettre immédiatement à l'audience le passeport à l'intéressé.

ORDONNONS la remise immédiate à Monsieur le procureur général d'une expédition de la présente ordonnance.

Fait à Paris le 23 décembre 2009.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

REÇU NOTIFICATION DE L'ORDONNANCE ET DE L'EXERCICE DES VOIES DE RECOURS:

Pour information:

L'ordonnance n'est pas susceptible d'opposition.
Le pourvoi en cassation est ouvert à l'étranger, à l'autorité administrative qui a prononcé le maintien en zone d'attente ou la rétention et au ministère public.
Le délai de pourvoi en cassation est de deux mois à compter de la notification.
Le pourvoi est formé par déclaration écrite remise au secrétariat greffe de la Cour de Cassation par l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation constitué par le demandeur.

L'intéressé

L'Avocat de l'intéressé

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier